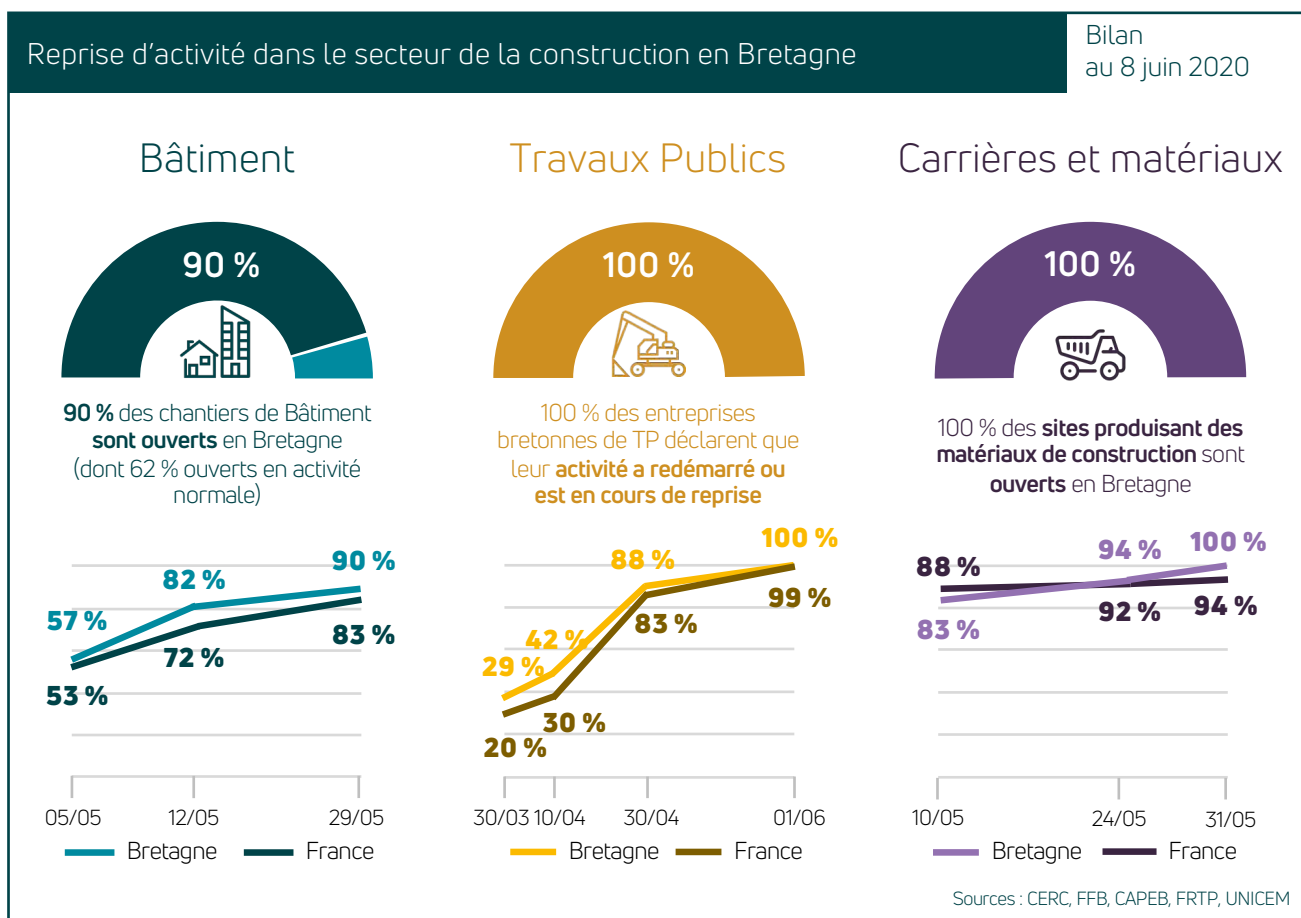


La Cellule Economique de Bretagne poursuit ses missions et adapte ses outils pour rendre compte de la situation actuelle inédite vécue par les acteurs de la filière construction en Bretagne.



Alors que le déconfinement a franchi une nouvelle étape le 2 juin 2020, **les entreprises du secteur de la construction en Bretagne ont repris, dans leur grande majorité, leur activité, mais de façon encore partielle pour nombre d'entre elles**, avec un niveau d'activité réduit et différencié selon les secteurs :

- 90 % des chantiers de Bâtiment sont ouverts en Bretagne le 29 mai (contre 57 % le 5 mai), dont 62 % avec une activité normale ;
- 100 % des entreprises bretonnes de Travaux Publics déclarent que leur activité a redémarré ou en cours de reprise au 1^{er} juin ; elles étaient 29 % le 30 mars et 88 % le 30 avril. Le chiffre d'affaires global enregistré pour le mois de mai représente 76 % de celui de mai 2019 ;
- 100 % des sites produisant des matériaux de construction sont ouverts en Bretagne le 31 mai (contre 83 % le 10 mai).

Les **interrogations restent nombreuses** sur les mois à venir, notamment **du côté des marchés publics** : le montant estimé des marchés publics publiés pendant la période de confinement dans le secteur de la construction en Bretagne est en baisse de 40 % par rapport à la même période de 2019 (source : Vecteur Plus).



Impacts sur l'activité Bâtiment

Source : enquête réseau des CERC, en date du 29 mai 2020

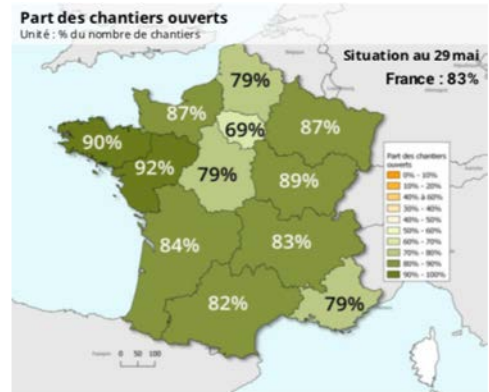
Niveau actuel de fonctionnement des chantiers Bâtiment

En France, 83 % des chantiers sont ouverts au 29 mai 2020 (72 % au 15 mai).

En Bretagne, la part des chantiers ouverts au 29 mai est de 90 %, contre 82 % au 15 mai.

90%

Part des chantiers ouverts en Bretagne au 29 mai (82 % au 15 mai)



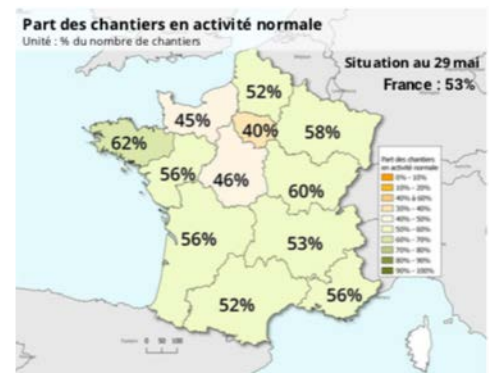
Niveau d'activité des chantiers

En France, 53 % des chantiers ont une activité « normale » au 29 mai 2020 (37 % au 15 mai).

En Bretagne, la part des chantiers en activité normale au 29 mai est de 62 %, contre 42 % au 15 mai, taux le plus élevé parmi les régions françaises.

62%

Part des chantiers en activité normale en Bretagne au 29 mai (42 % au 15 mai)



Chantiers à l'arrêt : typologie des chantiers à l'arrêt

Au niveau national, 43 % des chantiers à l'arrêt au 29 mai sont sous maîtrise d'ouvrage publique (36 % au 15 mai), 57 % concernent des marchés privés dont 35 % auprès de particuliers et 22 %, des marchés privés hors particuliers.

Chantiers à l'arrêt : freins à la reprise et perspectives

Au niveau national, les principales raisons empêchant la reprise des chantiers sont :

- La maîtrise d'ouvrage ou maîtrise d'œuvre n'a pas finalisé les conditions de reprise (41 %)
- Problèmes d'approvisionnement en matériaux et/ou fournitures sur les chantiers (19 %)
- L'organisation des chantiers est impossible à adapter (11 %)

En France, 26 % des chantiers à l'arrêt au 29 mai pourraient reprendre d'ici la semaine du 1^{er} juin (33 % au 15 mai).

Gestion des surcoûts liés à la crise sanitaire

Au niveau national, 87 % des entreprises du Bâtiment supportent entièrement les surcoûts liés à la crise sanitaire ; dans 11 % des cas, ils sont partagés avec les clients et dans 2 % des cas, l'entreprise le répercute sur le client.

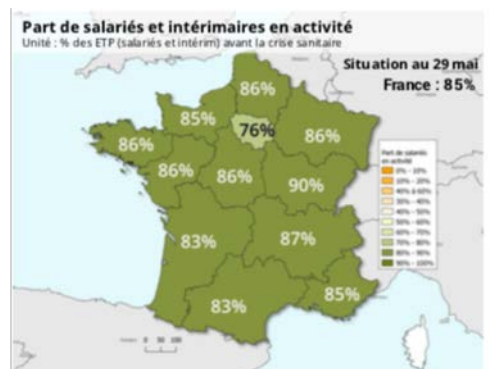
Niveau d'emploi des salariés

En France, 85 % des ETP (salariés et intérimaires) d'avant crise sanitaire sont en activité au 29 mai 2020 (76 % au 15 mai).

En Bretagne, la part des salariés et intérimaires en activité au 29 mai est de 86 % contre 75 % au 15 mai.

86%

Part des salariés et intérimaires en activité en Bretagne au 29 mai (75 % au 12 mai)





Impacts sur l'activité des Travaux Publics

D'après une enquête réalisée par la FNTP entre le 25 mai et le 1^{er} juin 2020, **100 % des entreprises bretonnes de Travaux Publics déclarent que leur activité a redémarré ou est en cours de reprise.** Elles étaient 88 % au 30 avril. Néanmoins, l'activité n'est pas revenue à la normale : le chiffre d'affaires global enregistré pour le mois de mai représente 76 % de celui de mai 2019.

Le niveau moyen d'activité globale des entreprises s'élève à environ 92 %.

Pour les mois à venir, les entreprises anticipent un niveau de chiffre d'affaires de 91 % à fin juin par rapport à une activité normale, de 94 % à fin juillet et de 105 % à fin août.

Les entreprises de Travaux Publics estiment que le niveau d'activité à fin 2020 serait de 83 % par rapport à 2019.

Les entreprises sont confrontées à de nombreux freins pour retrouver un rythme d'activité comparable à l'an dernier : les difficultés avec les donneurs d'ordre deviennent le sujet

majeur. Près de 30 % des entreprises jugent les difficultés avec les donneurs d'ordre comme importantes voire très importantes. Le manque d'approvisionnement en EPI, matériaux ou matériels et l'indisponibilité du personnel deviennent des sujets secondaires pour plus de 59 % des entreprises.

Parmi les difficultés actuellement rencontrées par les entreprises, la faiblesse du nombre d'appels d'offre reste la principale difficulté : 48 % des entreprises la jugent très importante, 28 % importante.

En matière d'emploi, 15 % des entreprises prévoient de diminuer leurs effectifs permanents. Le recours à l'intérim (traditionnellement 15 % des effectifs) va également être impacté : 35 % des entreprises prévoient de moins y recourir, et 11 % plus du tout. En ce qui concerne l'apprentissage, 13 % des entreprises envisagent de baisser leurs effectifs d'apprentis et 20 %, de ne plus du tout y recourir.

100%

des entreprises déclarent que leur activité a redémarré ou est en cours de reprise

« L'activité a repris d'une meilleure manière que ce que nous pensions. »

76%

du chiffre d'affaires de mai 2019 aurait été réalisé en mai 2020 par les entreprises bretonnes de Travaux Publics

« Pas de nouveaux marchés signés donc la crainte est pour septembre. »



Enquête F RTP #4 (juin 2020)



Impacts sur l'activité Carrières et Matériaux

D'après une enquête réalisée par l'UNICEM auprès de ses entreprises adhérentes entre le 25 et le 31 mai, **93,9 % des sites produisant des matériaux de construction sont désormais ouverts en France en semaine 22 (100 % en Bretagne) avec un niveau d'activité moyen qui s'établit à 88 % par rapport à 2019.** Ce niveau d'activité est variable selon le secteur : 91,3 % pour le Béton Prêt à l'Emploi, 86,3 % pour les granulats, 82,9 % pour le pompage et 57,0 % pour les pierres de construction.

Par rapport à la semaine dernière, 52 % des entreprises ont enregistré une hausse de leur activité, 45 % une stabilité et 3 %, une baisse. S'agissant des perspectives d'activité pour les deux semaines à venir, 60 % des

entreprises s'attendent à une stabilisation de leur activité, 37 % une hausse et 3 %, une baisse.

Du côté des obstacles à la reprise de l'activité, le manque de commandes reste le principal frein (45 % des entreprises l'indiquent). Le nombre d'entreprises ne rencontrant aucun obstacle augmente (36 % des cas contre 27 % en semaine 21). 87 % des entreprises ne manquent d'aucun équipement et les masques manquent de moins en moins (6 % contre 11 % en semaine 21).

Dans l'hypothèse d'une demande clients le samedi, 70 % des répondants seraient prêts à ouvrir leurs sites sur cette journée.

94%

des sites produisant des matériaux de construction sont ouverts en France

100%

des sites produisant des matériaux de construction sont ouverts en Bretagne



Impacts sur la Commande Publique BTP

Selon les derniers chiffres publiés par Vecteur Plus, **10 242 appels d'offres dans le secteur de la construction ont été publiés en France pendant la période de confinement** (semaine 12 à 19), soit une baisse de 57 % par rapport à la même période de 2019. Avant le confinement (semaine 1 à 11), le nombre d'appels d'offres publiés dans le secteur enregistré déjà une baisse de 23 % par rapport à la même période de 2019, en lien avec l'effet pré-électoral.

Ces appels d'offres représentent un montant estimé des marchés publics d'une valeur de 4,6 Md€ selon Vecteur Plus, en baisse de 48 % par rapport à la même période de 2019 et en baisse de 34 % par rapport à une activité « normale » sur la période (conforme à la moyenne de l'activité des semaines 6 à 11), soit une perte estimée à 2,4 Md€. Cette perte représente 6 % de la commande publique du secteur de la construction de 2019.

Par secteur, le Bâtiment a été plus touché par le confinement que les Travaux Publics (- 36 % d'appels d'offres Bâtiment par rapport à une activité « normale » contre - 30 % pour les TP). Par contre, par rapport à la même période de 2019, l'effet électoral a été un peu plus impactant pour les Travaux Publics (- 50 % d'appels d'offres TP par rapport à la même période de 2019) que pour le Bâtiment (- 47 %).

Par type de maîtres d'ouvrage publics, la commande publique du bloc communal (communes et EPCI) est en forte baisse : - 59 % par rapport à la même période de 2019.

En Bretagne, le montant estimé des marchés publics publiés pendant la période de confinement atteint 317 M€, soit 7 % du total France. Ce montant est **en baisse de 37 %** par rapport à une activité « normale » sur la période (un peu plus marquée qu'au niveau national) et **en baisse de 40 %** par rapport à la même période de 2019 (moins marquée qu'au niveau national). Par département breton, par rapport à une activité « normale », la baisse est plus marquée dans le Morbihan (- 53 %) et dans le Finistère et les Côtes d'Armor (- 51 % chacun) qu'en Ile-et-Vilaine (- 34%).

Au niveau national, depuis la sortie du confinement, le nombre d'appels d'offres publiés par semaine dans le secteur de la construction est en nette reprise, avec une moyenne de 1 870 appels d'offre publiés contre 1 280 en moyenne par semaine pendant la période de confinement. La reprise est plus nette dans le secteur de la construction que dans la globalité de la commande publique. Mais elle reste fragile car la barre moyenne des 2 000 appels d'offres est à confirmer.

Source : Vecteur Plus

-40%

du montant estimé des marchés publics pendant le confinement (S12 à 19) par rapport à la même période de 2019 en Bretagne

Sources utilisées dans cette note : Enquête flashes FNTP, UNICEM, Réseau des CERC. Échanges avec les représentants régionaux des organisations professionnelles (FRB, FRTP, UNICEM, CAPEB), Vecteur Plus

Membres fondateurs :



DREAL Bretagne

Membres de droit :

Préfecture de la région Bretagne
Conseil régional de Bretagne
Trésorerie Générale
Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE)
Direction Régionale de l'Alimentation, de

l'Agriculture et de la Forêt de Bretagne (DRAAF)
Conseil Economique, Social et environnemental régional de Bretagne (CESER)
Banque de France

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Bretagne (DIRECCTE Bretagne)

Membres actifs :

Aro Habitat Bretagne
Association Bretagne Interprofessionnelle des Bois (ABIBOIS)
Banque du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP Banque)
Caisse des Dépôts de Bretagne
Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB)
Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment du Finistère

Conseil de l'Ordre des Architectes de Bretagne
Crédit Mutuel Arkéa
ENEDIS - Direction régionale Bretagne
Fédération du BTP des Côtes d'Armor
Fédération du BTP du Finistère
Fédération du BTP d'Ile & Vilaine
Fédération morbihannaise du BTP
Fédération Ouest SCOP BTP
Fédération des Promoteurs Immobiliers de

Bretagne
Société d'Economie Mixte des Transports Collectifs de l'Agglomération Rennaise (SEMTCAR)
Syndicat des négociants en matériaux de construction de Bretagne
Rennes Métropole
Territoires et Développement